

L'année qui s'achève a été marquée par nos combats énergiques: nous n'avons pas ménagé nos forces, et il est aussi réconfortant face à l'adversité de tenir le compte de nos actions et petites victoires. Nous, les plus de **250 ligueuses et ligueurs lillois**, avons participé à presque **50 manifestats**, rédigé puis fait circuler presque **20 communiqués**, et organisé une vingtaine d'événements qui nous ont permis de rencontrer des milliers de personnes, **2400 followers** nous suivent sur les réseaux sociaux, des centaines d'enfants ont bénéficié de nos interventions en milieu scolaire! De la condamnation du fichier illégal du parquet de Lille à l'obligation du port du RIO nous devons nous nourrir de nos succès comme de notre bilan, car 2024 sera hélas à n'en pas douter une année de luttes âpres et rudes. Pour l'appréhender avec énergie, n'oublions pas non plus de conserver, dans nos vies personnelles comme militantes, la gaité, la légèreté, l'humour et le bonheur d'être ensemble, qui sont tout autant que l'indignation et la colère des carburants pour lutter!



contre l'acteur dont il est "un grand admirateur", dissimulant volontairement le fait qu'il est mis en examen depuis 2020 pour viol et agression sexuelle et occultant les nombreux témoignages existants sur l'attitude sexiste et dangereuse de l'acteur à l'encontre des femmes sur les plateaux de tournage. Garant des institutions, le président, sans un mot de solidarité à l'égard des victimes, semble invalider la parole des plaignantes. Alors que depuis #Metoo la tolérance sociale semblait progressivement, lentement, enfin régresser, nous ne laisserons pas les propos irresponsables et sexistes du président porter atteinte au droit des victimes et au droit des femmes.

Les violences sexuelles et sexistes sont systémiques et profondément enracinées dans les sociétés. Grâce à l'action militante, la prise de conscience semble progresser, et le mot « féminicide » s'est généralisé, globalisé, mettant à jour une histoire ancienne, trop longtemps occultée. Néanmoins, aujourd'hui encore, il reste difficile de bien nommer et de faire évoluer les lois et les pratiques (*Save the date : la LDH propose justement une journée de débat le 13 janvier pour réfléchir ensemble aux moyens d'obtenir non seulement la reconnaissance, mais aussi l'élimination des violences envers les femmes :*

<https://www.ldh-france.org/journee-autour-du-theme-lutter-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles-de-la-prise-de-conscience-a-l'action/>).

Au-delà, la LDH est féministe, nous sommes féministes : **nous poursuivons le combat en 2024 contre la société patriarcale qui permet la persistance des inégalités** et des discriminations, nous militerons encore pour que la législation française, largement égalitaire, soit effectivement appliquée, pour le **remboursement complet de la contraception**, le **développement des services hospitaliers pratiquant l'IVG**, l'orientation des filles dans toutes les filières, des **formations pour l'accès à tous les métiers et niveaux de responsabilité**, l'**égalité des salaires**, la **mixité réelle** des candidatures aux élections...

**Les propos de Macron confirment que, définitivement, le Président appartient à ce vieux monde nauséabond, raciste et sexiste, que nous parviendrons à vaincre.**

**Emmanuelle Jourdan-Chartier, Présidente de la LDH Lille**



Mais parfois, même l'humour ne sauve rien... comment rire d'un président qui après avoir fait voter l'indigne loi Asile et Immigration défend Gérard Depardieu? "Gérard Depardieu rend fière la France", nous dit Emmanuel Macron, dénonçant une prétendue "chasse à l'homme" exercée

Loi Asile et immigration du 19 décembre:

## LA HONTE ET L'INFAMIE DE LA PREFERENCE NATIONALE



Comme le disait la Lettre de décembre, nous en avions la prémonition et la crainte : après le premier projet de loi « Asile et Immigration » adopté par Sénat le 14 novembre, la navette entre le Sénat et l'Assemblée Nationale pouvait déboucher sur le texte xénophobe et liberticide, le plus dur depuis les lois Pasqua d'il y a 40 ans.

Nos craintes se sont révélées justes. Les votes finaux du 19 décembre ont marqué la victoire idéologique et politique de Marine Le Pen et du Rassemblement National. Les troupes marconiennes se sont ralliées sans guère d'états d'âme, aux Républicains de Ciotti and Co qui s'étaient depuis longtemps alignés sur la doctrine défendue depuis des décennies par le patriarche fasciste de la famille Le Pen : rejet de l'immigration et préférence nationale.



### UNE VICTOIRE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE DE L'EXTRÊME-DROITE

L'adoption du projet par l'Assemblée Nationale marque le couronnement de l'extrême-droite qui depuis 40 ans a su conditionner la représentation nationale en conduisant subrepticement la droite dite républicaine à proposer ou à défendre des politiques répressives sévères dans la frénésie des débats des 20 lois « immigration » mises à l'ordre du jour depuis Pasqua.

Enumérons rapidement les méfaits de cette loi tels que les ont dénoncés 150 associations humanistes dans un communiqué commun : « Instauration de quotas migratoires, conditionnement d'aides sociales à cinq ans de séjour régulier, conditionnalité de l'aide publique au développement, durcissement des conditions d'accès à la nationalité, mise en place d'une caution pour les étudiants étrangers sont autant de lignes rouges qui sont franchies. »

Dans le texte voté avec le soutien de l'extrême-droite et de la droite extrême, tout respire l'outrance, la démagogie l'injustice, et même l'insanité quand on va jusqu'à conditionner l'obtention d'un titre de séjour au respect des principes républicains à l'heure où nous nous en éloignons.

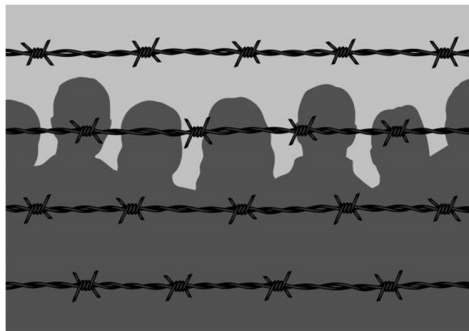
### LA MACRONIE ASSUME HONTE ET CONTRADICTIONS

Ce texte a provoqué quelques remous chez les ministres et élus de la macronie issus de la gauche, mais bien peu. Une seule démission, celle du ministre de la Santé peu enclin à assumer le débat sur la réforme de l'Aide Médicale d'Etat (AME) promise à la droite. Quelques votes contre, quelques abstentions. Tout cela indique la capitulation en rase campagne du président jupitérien devant le duo Le Pen – Bardella du Rassemblement National

Justifications ineptes, espoirs de censure du Conseil Constitutionnel, dénégations forcenées, agressivité anti insoumis, tout est bon pour la macronie pour tenter de masquer ce fait incontournable : celui qui avait été élu pour contrer le Rassemblement National en devenait son exécuter le plus affuté.

### UNE LOI QUI VA ENTRAVER LE FONCTIONNEMENT DE L'AIDE AUX PLUS DEMUNIS

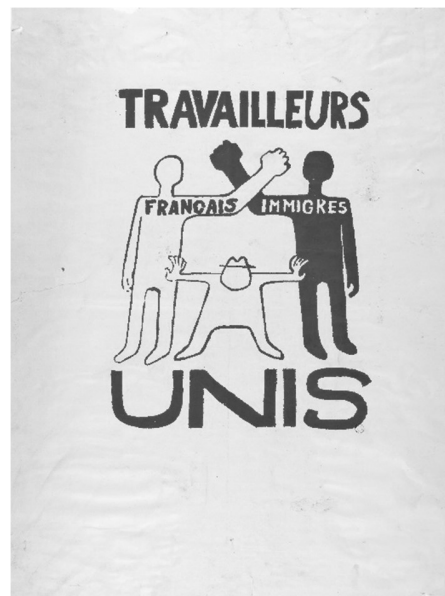
Cette loi vient aussi compliquer encore davantage le travail mené par les salariés et les bénévoles de nombreuses associations et structures de l'économie sociale et solidaire qui interviennent en aide aux plus démunis. Ainsi, la loi prévoit des restrictions à l'hébergement d'urgence pour les personnes qui sont visées par une obligation de quitter le territoire, entravant plus encore la tâche pour les structures qui luttent contre la précarité. Ce n'est pas aux associations de cautionner la préférence nationale !



D'autant plus que les acteurs de terrain ont toujours été force de proposition pour renforcer l'intégration des immigrés, enjeu majeur pour une société à réconcilier.

### L'IMMIGRATION IRRIGUE ET ENRICHI LA FRANCE

La situation n'est plus soutenable. Là où nous devrions combattre la xénophobie et le populisme, là où nous devrions donner à voir que l'immigration irrigue et enrichit la France, là où nous devrions chercher à réconcilier les Françaises et les Français, cette loi n'ajoute que de la division. Elle s'inscrit dans un contexte global où chaque jour nous tirons la sonnette d'alarme sur le déclin de nos libertés et sur le renoncement à nos principes fondamentaux.



### REINVESTIR LE POLITIQUE

Le Conseil Constitutionnel nous dira en janvier la teneur réelle de cette loi qui s'est construite en foulant allégrement aux pieds les principes républicains, mais, plus que jamais, avec les associations et plus particulièrement la LDH, il devient urgent de réinvestir le politique et d'opposer des solutions concrètes aux discours réactionnaires à l'image de la maire de Strasbourg entrant "en résistance" contre cette loi et d'habitants de Douarnenez refusant de l'appliquer". Les associations offrent cette possibilité de traduire en actes des valeurs politiques mais elles ne sont pas seules. Partout autour de nous, il existe des espaces où se mobiliser. Alors, soyons intransigeants et surtout, ne nous résignons pas à perdre la bataille culturelle.



## UNE DEVASTATION SANS PRECEDENT DANS LA BANDE DE GAZA

**Cela fait 3 mois que le cycle des violences se poursuit inexorablement malgré la trêve ayant permis la libération d'otages.** La réaction aux actes barbares d'une violence inouïe perpétrés par le Hamas sur les populations israéliennes le 7 octobre, occasionnant la mort de 1 200 personnes et l'enlèvement de plus de 200 otages, ne sera pas fait attendre. Selon le ministère de la Santé à Gaza, près de 23 000 Palestiniens ont trouvé la mort depuis le 7 octobre, majoritairement des femmes, des adolescents et des enfants. Le nombre de blessés dépasse les 50 000 personnes. Selon les estimations du gouvernement gazaoui, 60% des habitations de la bande Gaza sont détruites ou endommagées. Enfin 27 hôpitaux et 55 structures de soins ont été bombardés et souvent mis hors de service. A ces fléaux, viennent désormais se rajouter la famine et les épidémies dues au manque d'eau potable.

Ces chiffres astronomiques ne peuvent qu'occasionner l'effroi surtout lorsqu'on les rapporte à la population vivant sur ces territoires. S'il est vrai que les Israéliens décédés correspondent à 9 000 morts à l'échelle de la France en une journée, les bombardements méthodiques, l'utilisation d'armes sophistiquées frappant indistinctement les populations civiles ont généré l'équivalent de ... 700 000 morts en deux mois.

Une véritable catastrophe humanitaire est en cours à Gaza. Les rares témoignages provenant de sources indépendantes nous renseignent sur les risques considérables et existentiels pesant sur chaque Palestinien. Leurs images et leurs propos nous convainquent que ce n'est plus une guerre pour éradiquer le Hamas comme l'indique Vincent Lemire dans une récente tribune du Monde mais **« c'est une dévastation volontaire, systématique, délibérée, pour extirper les civils de la bande de Gaza, par la mort ou par l'exode, par la famine ou par l'épidémie »** (V. Lemire), préparée par les propos écœurants du ministre de la défense israélien s'engageant à combattre les « animaux humains ».

La LDH réaffirme l'urgence d'arrêter ce cycle infernal de tueries et de massacres, cette course à l'abîme. Les Etats-Unis peuvent et doivent faire pression pour en finir avec la surenchère meurtrière, et d'abord en stoppant toute aide militaire au gouvernement israélien actuel. La France et l'Union européenne doivent user de tous les moyens diplomatiques et politiques pour exiger du gouvernement israélien un cessez-le-feu immédiat et permanent et le retour au respect du droit. La France, comme elle le fait déjà en Ukraine, doit soutenir l'entrée urgente des enquêteurs de la Cour pénale internationale (CPI) à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, afin de mettre fin à l'impunité et d'établir de manière impartiale les responsabilités des belligérants dans les crimes commis contre les populations civiles. L'ensemble des résolutions de l'ONU doivent être enfin appliquées et il doit être mis fin à la colonisation. C'est la seule route vers la paix et la sécurité pour toutes et tous.



CD

## L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU SERVICE D'UNE HECATOMBE MEURTRIERE

**Une des explications du nombre considérable de victimes palestiniennes et de destructions massives dans la bande de Gaza réside aussi dans l'utilisation de l'intelligence artificielle.**

L'armée israélienne utilise un logiciel nommé « Habsora » (« Evangile ») et le présente comme un système permettant *« d'utiliser des outils automatiques pour produire des cibles à un rythme rapide (...) en améliorant le renseignement (...) avec l'aide de l'intelligence artificielle »*. En d'autres termes : *« Une usine à cibles »* qui *« fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre »*. Ainsi l'armée israélienne a pu bombarder la bande de Gaza à un rythme effréné, passant de 50 cibles par an, lors de la guerre de 2021, à 100 cibles par jour.

Mais, alors que l'intelligence artificielle, présente dans de très nombreux systèmes d'armes aujourd'hui, est habituellement présentée par les milieux militaires comme une manière d'avoir une plus grande précision dans la frappe causant ainsi moins de victimes collatérales, c'est précisément l'inverse que revendiquent les militaires israéliens.

Selon le magazine *+972*, et après interviewé des officiers israéliens en fonction et d'anciens militaires en désaccord avec la stratégie suivie, l'armée israélienne s'autorise désormais à mener des frappes *« sur des résidences où vit un seul membre du Hamas, même s'il s'agit d'agents subalternes »* du mouvement. De même, le nombre de victimes collatérales autorisées dans le cadre d'une attaque pour cibler un seul responsable du Hamas serait passé de *« dizaines de morts »* à *« des centaines »*, d'après *+972*. Ces choix ont abouti à la destruction d'immeubles entiers pour une seule cible répertoriée, comme l'a montré la frappe sur le camp de réfugiés de Jabaliya, le 31 octobre, qui visait selon l'armée *« l'un des dirigeants de l'attaque terroriste du 7 octobre »* et a fait 126 morts.

Une des sources des journalistes de *+972*, termine par ce propos : *« Rien n'arrive par hasard. Lorsqu'une fillette de 3 ans est tuée dans une maison à Gaza c'est parce que quelqu'un, dans l'armée, a décidé que ce n'était pas grave qu'elle soit tuée – que c'était un prix qui valait la peine d'être payé pour frapper une cible. Nous ne sommes pas le Hamas. Ce ne sont pas des missiles aléatoires. Tout est intentionnel. Nous savons exactement combien de dommages collatéraux il y a dans chaque maison »*. Plus glaçant que ça...

CD

## TRANCHES DE VIE SOUS OCCUPATION, HUSAN (BETHLEHEM) OCTOBRE 2023.

**Alors que la tension est maximale en Cisjordanie avec déjà 7 Palestiniens tués par l'armée israélienne pendant les 5 premiers jours de 2024, Geneviève Caré a bien voulu nous livrer son témoignage pendant son séjour en Cisjordanie."**

Partie pour deux mois à Naplouse, le 5 octobre, je fais d'abord un détour par Husan pour rendre visite à Taqi, artiste palestinien qui participa à la Biennale internationale d'art mural à Lille en mai dernier (Collectif Renart). Son graff est visible rue Montesquieu, dans le quartier de Lille-Moulins.

L'attaque du Hamas le 7 octobre fera que je resterai finalement un mois à Husan. En effet, les routes deviennent ou impraticables - l'armée d'occupation les coupe avec des blocs de béton ou des monticules de terre - ou trop dangereuses car les colons, surarmés et parfois même en tenue militaire, menacent, agressent, incendient, tirent...C'est ainsi que Taqi, parti le 8 octobre travailler à Ramallah, distant d'une trentaine de kilomètres, ne pourra rentrer que le 14 après un périlleux voyage de trois heures. Il n'y retournera pas, le tournage du film sur lequel il travaillait est interrompu .

Husan-Hébron nécessite habituellement une petite demi-heure de route, il faut compter maintenant quatre heures....

H. habite à sept kilomètres de l'hôpital de Hébron, il doit y conduire sa fille pour une séance de chimiothérapie. Les quatorze kilomètres aller-retour deviennent...cent, par des chemins inadaptés à la circulation automobile.

A Qusra, près de Naplouse, mes amis sont endeuillés, les colons ont tiré sur le convoi funéraire des quatre victimes qu'ils ont fait la veille, le frère et le neveu d'Abdelatheem sont tués.

A Hébron, Ayman J. (17 ans), neveu de mon ami H., est tué d'une balle dans la tête par « *les criminels sionistes* » (colon ou soldat ?).

Le père de Taqi a 81 ans, il en avait cinq lors de la Nakba. Il vécut un an, avec sa famille, dans une cave à Bethlehem avant de revenir au village. Ce matin d'octobre, il se rend avec un de ses fils, sur ses terres . Ils sont repérés par un drone, quatre soldats arrivent, les menacent de leur tirer dans les genoux s'ils ne partent pas et de « *tuer toute la famille* » s'ils reviennent.

Les cours de l'université de Bethlehem se font de nouveau en distanciel et ceux de l'école primaire deviennent incertains, c'est souvent le matin même que les parents reçoivent un message leur indiquant s'il convient d'envoyer ou non les enfants à l'école.

Julan (9 ans) est angoissé, son cousin lui a dit que ses parents avaient préparé un sac au cas où il faudrait fuir, il se demande ce qu'il va advenir de ses playmobil.

Husan est voisin de la colonie de Betar. Dès le 7 octobre, la maison d'un oncle de Taqi est visée par des tirs des colons. Ces derniers sont protégés par l'armée d'occupation qui arrose très régulièrement le village de leurs grenades assourdissantes et lacrymogènes, sans qu'il y ait de lancers de pierres, il s'agit d'une démonstration de force. Ces tirs ont généralement lieu en fin de journée mais ce vendredi 3 novembre, les gaz interrompent le petit-déjeuner de la famille élargie, sous un majestueux noyer, non loin d'une mosquée. La prière sera empêchée, c'était le but.

**Les nouvelles, quotidiennes, de Naplouse sont de plus en plus mauvaises. Les camps de réfugiés de Balata et Askar sont systématiquement visés, nuit et jour... des tués, des blessés, des emprisonnés... des rues et canalisations défoncées au bulldozer, « *la ville est vide, les gens ont peur, certains restaurants sont maintenant fermés parce qu'ils ne peuvent payer leurs employés...* » écrit Ahmad dont un ami est à l'hôpital : alors qu'il ouvrait sa boulangerie, il a reçu une balle dans le dos, une autre dans la cuisse , tirées par un soldat d'occupation.**

Ne pouvant décidément rejoindre Naplouse et apprenant l'annulation de mon billet retour du 29.11 (Air France ne dessert plus l'aéroport de Tel-Aviv) , considérant aussi l'incertitude des jours à venir, je décide de rentrer à Lille, via un vol El AL le 5.11. L'aéroport est à une heure de route, par une route d'apartheid, réservée aux israéliens et que peut emprunter mon taxi, venu de Jérusalem et immatriculé en Israël.

C'était mon dix-neuvième séjour en Palestine, en vingt ans. Octobre 2003- octobre 2023, de la seconde Intifada à la seconde Nakba....

**Geneviève Caré (LDH, Amitié Lille-Naplouse, AFPS)**

## MORT DE R. ALAREER, POETE PALESTINIEN

Le massacre planifié par Israël ne se mesure pas uniquement par le nombre de morts, de blessés, de déracinés mais aussi par la destruction de la culture du peuple palestinien, notamment la destruction d'une centaine de sites et monuments, dont la Grande Mosquée - une des plus anciennes de Palestine -, l'église grecque orthodoxe de Saint-Porphyre - considérée comme la 3<sup>ème</sup> plus ancienne au monde au fonctionnement interrompu -, un cimetière d'époque romaine, le musée de Rafah et la bibliothèque publique de Gaza réduite à un amoncellement de gravats.

L'Université de Gaza a également été une cible privilégiée de l'aviation israélienne. Refaat Alareer était un des enseignants, professeur de littérature anglaise, et contribuait à la renommée de cette université. Le 6 décembre, Refaat Alareer était assassiné par une frappe chirurgicale qui visait avec précision l'étage de l'immeuble où il s'était réfugié avec sa famille. Sept autres personnes, dont quatre enfants (son fils et trois de ses neveux) ont également été tués dans ce bombardement et trois autres blessés. Également poète, Refaat Alareer avait écrit ce poème, traduit dans des dizaines de langues quelques jours avant son assassinat.

**« S'il est écrit que je dois mourir  
Il vous appartiendra alors de vivre  
Pour raconter mon histoire  
Pour vendre ces choses qui  
m'appartiennent  
Et acheter une toile et des ficelles  
Faites en sorte qu'elle soit bien  
blanche  
Avec une longue traîne  
Afin qu'un enfant quelque part à Gaza,  
Fixant le paradis dans les yeux  
Dans l'attente de son père  
Parti subitement  
Sans avoir fait d'adieux  
A personne  
Pas même à sa chair  
Pas même à son âme  
Pour qu'un enfant quelque part à Gaza  
Puisse voir ce cerf-volant  
Mon cerf-volant à moi  
Que vous aurez façonné  
Qui volera là-haut  
Bien haut  
Et que l'enfant puisse un instant  
penser  
Qu'il s'agit là d'un ange  
Revenu lui rapporter de l'amour.  
S'il était écrit que je dois mourir  
Alors que ma mort apporte l'espoir  
Que ma mort devienne histoire ».**

## MARÉE BRUNE TRANSATLANTIQUE

**Argentine – Pays-Bas, c'était une finale de Coupe du monde de football, en 1978, dans l'Argentine de la dictature militaire de Videla ; une coupe remise à l'ombre des charniers. Les Pays-Bas étaient à l'époque une social-démocratie avancée, avec Amsterdam comme capitale de la jeunesse. Social-démocrate aussi à l'époque, la Suède de Olof Palme, assassiné dix ans plus tard. Les temps ont changé et pas spécialement en bien, avec un fou furieux en Argentine et un néo-fasciste revendiqué aux Pays-Bas, entre autres personnages calamiteux qui nous font entrer de plain-pied dans une séquence risquant d'être néfaste pour les droits de l'homme. Tour d'horizon.**

Commençons par l'Argentine qui vient de se doter d'un nouveau président, le libertarien (c'est ainsi qu'il se définit) Javier Milei. L'homme à la tronçonneuse, censée symboliser ses coupes dans les budgets sociaux et ses suppressions de ministères, est libertarien mais pas libertaire. Il veut abandonner le peso pour le dollar (la dollarisation avait déjà provoqué une catastrophe économique en 2002), est anti-avortement, climato-sceptique et nostalgique de la dictature militaire. Bien évidemment, et en bon populiste, il promet la lune au peuple et vilipende la caste des politiques néo-péronistes qui se sont succédé depuis 20 ans, depuis une faillite d'état déjà orchestrée à l'époque par le FMI et la Banque mondiale.



Le Bolsonaro austral est passé au second tour avec 55,7 % des voix, loin devant son rival Sergio Massa, ministre du sortant Alberto Fernandez, successeur des Kirchner (Alfredo puis Christina). Les reports de voix de l'électorat de Patricia Bullrich, la candidate de la droite classique, ont fait la victoire de El Loco (le fou), comme le surnomment ses adversaires.

Une victoire à la Pyrrhus, puisque Milei, avec son petit parti LLA (La Liberté Avance) devra faire des compromis avec la droite classique et ne pourra mettre en œuvre son programme ultra-libéral. D'autant que syndicats et oppositions sont vent debout et les spécialistes prévoient sans trop s'avancer un retour de la conflictualité.

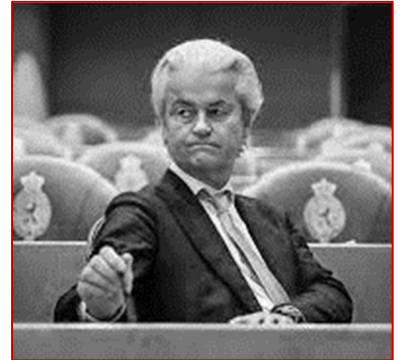
Reste à savoir comment une bonne partie du peuple argentin, complice de la bourgeoisie, a pu porter au pouvoir un tel énergumène. Quelqu'un qui rendrait des points à Trump, Bolsonaro ou Duterte. Certes la crise économique, la misère, l'exclusion et la désespérance sociale issue du bilan de gouvernements impuissants devant la rudesse des marchés et des institutions financières internationales, mais tout cela n'explique pas que l'on puisse se jeter dans les bras d'un néo-fasciste ordurier et dangereux.

Reste à voir ce que va faire Milei, qui devra composer avec la droite de l'ex-président Macri, l'un de ceux qui ont mis le pays à genou, et il est à espérer que les premières mesures de son gouvernement de coalition provoqueront des émeutes et des troubles sociaux.

Mais Milei l'a dit et redit, il est prêt à faire donner la troupe et à tirer dans le tas. El loco, on vous dit. Du sang et des larmes, a-t-il promis. Triste Argentine.

Triste Hollande aussi. Cette fois, c'est Geert Wilders, physique de fin de race et cheveux blonds peroxydés. Une jeunesse en mode punk (il dit avoir été fan des Sex Pistols), et la relève d'un certain Pim Fortuyn, leader d'extrême-droite assassiné.

Son Parti de la « liberté », PVV, arrive en tête des dernières législatives, après le retrait de Mark Rutte à la suite d'un scandale d'accusations infondées de fraude aux allocations familiales. Avec 37 sièges, le PVV devance largement la coalition Verts – socialistes de l'ex vice-président de la Commission européenne Frans Timmermans (25) comme elle enfonce la droite classique du VVD menée par l'ex-ministre Dilan Yesilgöz(24).



Pire, un autre parti d'extrême-droite, le NSC, rafle 19 sièges et pourrait entrer dans une coalition de la droite dure, un gouvernement technique qui bénéficierait de la bienveillance d'une partie de la droite classique.

L'extrême-droite européenne applaudit à tout rompre, de Orbán qui salue les « vents du changement » (sur l'air du « Winds Of Change » des Scorpions) à Marine Le Pen en passant par Giorgia Meloni, Vox et le Vlaams Belang.

Le programme du PVV de Wilders était axé sur deux priorités, d'une part le Nexit, soit leur équivalent du Brexit avec les Néerlandais qui feraient sécession de l'Union Européenne alors qu'elle en a toujours été historiquement un pilier. Wilders est prêt à engager un référendum sur la question. Et bien sûr l'immigration qui est le cheval de bataille des deux partis d'extrême-droite.

L'immigration qui, selon les gazettes néerlandaises, aura été la clé du succès de Wilders et de son parti avec un gel de l'asile, le rétablissement des contrôles aux frontières (la sortie de l'espace Schengen) et la fin des dépenses liées à l'accueil des immigrés pour s'attaquer aux problèmes de pouvoir d'achat. Gageons que Wilders aura à cœur de servir les intérêts du peuple car, comme le dit Wybren Van Haga, sans rire (cité par *L'Humanité*) : « Wilders est profondément socialiste, voire néo-marxiste ». Van Haga est le leader d'un autre parti d'extrême-droite, le mal nommé Forum pour la démocratie. Cerise sur le gâteau, Wilders se propose de renforcer les liens avec Israël, de transférer l'ambassade à Jérusalem et de fermer sa représentation à Ramallah. Un sans-faute.

Mais le VVD avait bien préparé le terrain à Wilders et à sa clique, avec un programme d'austérité et des déclarations anti-immigrations de plus en plus assumées.

Plus beaucoup de place pour évoquer la Suède avec la victoire des « démocrates suédois » (un parti d'extrême-droite) fin septembre et la démission de la socialiste Magdalena Andersson. Des démocrates populistes qui cherchent à former une coalition avec le centre-droit et la droite, leur dénominateur commun étant l'immigration et l'insécurité.

**Un bilan sans appel : l'extrême-droite est au pouvoir, ou en passe de l'être en Italie, en Pologne, en Hongrie, en Lettonie, en Croatie, en Roumanie, en Bulgarie et elle est en tête des intentions de vote en Autriche et en Belgique. Rassurant, à la veille des Européennes. L'Europe des nations qu'ils disaient, avec des relents d'années 1930.**

Pour les démocrates, les vrais, dont la LDH, nos combats sont devenus cruciaux. *D.D*

10 décembre 2023



## QUESTIONS À SOPHIE DJIGO

**Professeur de philosophie, militante à Migrations 59 et contre l'extrême-droite, Sophie Djigo a échangé avec la section lilloise de la LDH sur l'extrême-droite, ses différentes catégories, ses fondamentaux et ses méthodes. C'était l'occasion d'un entretien qui, au-delà de l'extrême-droite, a porté sur le militantisme, les migrants, et d'autres choses encore. Interview.**

### - Peux-tu parler de ton collectif Migrations 59 ?

- Nous fonctionnons en réseau dans tout le Nord et le Pas-de-Calais. Nous agissons de la métropole lilloise à la côte. Nous organisons des accueils tous les week-ends, adaptés à la situation locale, qui est une situation de transit. Ce sont des accueils de répit pour les exilé-e-s de passage. Leur accorder un peu de repos dans leur parcours.

### - Tu nous as parlé l'autre soir en section du harcèlement que tu subis dans le cadre de tes activités contre l'extrême-droite. Souhaites-tu y revenir ?

- J'avais dit que, paradoxalement, ce ne sont pas mes activités militantes avec Migrations 59 qui leur posent problème, mais mes écrits sur les questions migratoires et les pratiques d'accueil. Je reçois des insultes, des attaques en tant que chercheuse. Les savoirs produits en sciences sociales sont des outils de lutte, et c'est ce qu'ils redoutent. L'extrême-droite se choisit des bouc-émissaires, mais nous ne sommes pas assignés à n'être que des victimes.

### - Tu enseignes la philosophie et tu publies...

- Je suis enseignante en lycée, en classe prépa. J'ai d'abord fait 7 monographies, dont trois sur les questions migratoires. J'ai aussi écrit sur l'utopie, les quartiers populaires, la criminalisation des mouvements sociaux. Et un roman récemment (*Sécession* – Les Étaques éditeur).

### - Lorsqu'on examine ton parcours militant, on pense à des gens comme Cédric Herrou par exemple...

- L'État de droit est de plus en plus grignoté. Les lois ne sont pas appliquées. Nous veillons à faire triompher le droit sur la force en attirant l'attention sur la criminalisation des solidarités. Il y a eu récemment de grands procès d'hébergeurs citoyens en Belgique.

### - Les tenants d'une laïcité dure disqualifient souvent l'adversaire par le procès en islamo-gauchisme...

- Oui, c'est une tendance qui recoupe aussi les discours anti-woke d'un Jean-Michel Blanquer. C'est contre cela, entre autres, qu'on se bat pour défendre les libertés académiques dans la CALAAP (Coordination antifasciste pour l'affirmation des libertés académiques et pédagogiques). La coordination est ouverte aux individus et aux collectifs pour, en s'appuyant sur l'existant, mutualiser nos compétences et construire des dispositifs d'auto-défense intellectuelle et juridique. L'objectif de la CALAAP est d'avoir une vision synoptique des pressions et attaques subies par les collègues au lieu de les gérer au cas par cas. Il faut aussi créer des passerelles entre le secondaire et l'université, les solidariser. Produire du contenu, sur l'homophobie par exemple, à destination de publics divers et veiller à la rigueur de ces contenus pour permettre une auto-défense intellectuelle. Nous produisons des fiches de synthèse pour s'armer intellectuellement, une veille pour recenser les attaques et les pressions et nous accompagnons les victimes.

### - Tu parlais à la réunion de section de trois extrême-droites...

- Oui, la traditionnelle, l'identitaire et la parlementaire. Une partie de l'extrême-droite est parlementaire. Par opportunisme électoral, il y a une

surenchère dans la droite classique pour attirer ses électeurs. On applique les recettes de l'extrême-droite pour contrer l'extrême-droite, c'est aberrant.

### - Tu disais l'autre soir que « idéologiquement, ils ont perdu », mais on voit que l'extrême-droite remporte des victoires et participe à des coalitions partout dans le monde...

- J'ai voulu dire que son programme n'a aucune chance d'être appliqué. Ils n'ont pas perdu au niveau de la conquête du pouvoir. Il ne faut pas confondre la possibilité d'appliquer leurs idées avec la conquête du pouvoir. Cela n'empêchera pas de déconstruire leur rhétorique et leur idéologie.

### - Est-ce que tu suis les luttes sur le logement à Roubaix ?

- Oui, mais il faut se garder d'homogénéiser les habitants des quartiers populaires. Par exemple, les collectifs en lutte contre les démolitions ne font pas l'unanimité. De qui sont-ils représentatifs ? Dans les quartiers populaires aussi, il y a du dissensus.

### - Sur l'évolution des mouvements antifascistes, depuis le SCALP jusqu'à La Horde en passant par Ras L'Front ?

- Il y a eu un affaiblissement sur les deux dernières décennies, comme si ce n'était plus une priorité. Il faut réactiver le mouvement antifasciste et des collectifs comme la Jeune Garde, le GALE ou La Horde vont dans ce sens. La question des moyens de l'autodéfense se pose : faut-il en venir à la violence ? Je pense qu'il vaut mieux se battre avec les armes du droit, avec des stratégies judiciaires collectives. Le choix des moyens de lutte est important.

### - Peux-tu nous parler du personnage de Nathan, « héros » de ton roman ? Proche de Damien Rieu...

- *Sécession* est un récit mi-documentaire mi-utopique. Rieu est un leader de Génération identitaire, passé à Reconquête et assistant parlementaire au Parlement européen. C'est quelqu'un qui suggère beaucoup dans ses tweets, qui est beaucoup dans l'implicite. C'est important car à l'extrême-droite, beaucoup entrent en politique par la voie des réseaux sociaux. Ce travail sur les réseaux a des effets bien réels. Nathan s'inspire en partie de lui et d'autres jeunes de la mouvance fasciste, séduits par le discours identitaire et l'appartenance à un groupe.



**Propos recueillis par D.D**

## COMBATTRE L'EXTREME DROITE ET SES IDEES NAUSEABONDES : TOUJOURS INDISPENSABLE, DE PLUS EN PLUS URGENT !

**Cette lutte n'est pas une préoccupation nouvelle pour la LDH, mais l'actualité lui confère une importance chaque jour plus grande. Un Groupe de Travail de notre section, fort, à présent, d'une vingtaine de militants, se réunit chaque mois pour faire face aux nombreuses échéances, notamment, ces derniers temps, liées à :**

- L'activité de l'association "identitaire" (autrement dit suprémaciste) **La Citadelle**. Ce groupe qui avait pignon sur rue dans un local du même nom, en plein centre de Lille, vient – enfin – d'entrer dans le viseur d'un ministre de l'Intérieur et d'un préfet longtemps aveugles (ou complaisants ?). Il a fallu à plusieurs reprises contrecarrer, sur le terrain, ses menées racistes, comme le 24 février dernier, quand il avait tenté d'organiser une soirée sur le thème "qu'ils retournent en Afrique !" ou leurs menaces récurrentes d'aller "casser de l'arabé" à Wazemmes, comme l'illustre le documentaire "Génération haine" réalisé par un journaliste infiltré. Ils rêvent toujours de milices qui "nettoieraient les rues". Comme à Roman-sur-Isère. Ils ont tenté, ces dernières semaines, plusieurs rassemblements racistes à Lille, au prétexte d'hommage à la malheureuse victime d'un fait d'hiver. À chaque fois, la LDH, en unité avec d'autres, a fait respecter le droit, rappelant qu'en France, le racisme n'est pas une opinion mais un délit.

- L'infiltration, dans les écoles, via l'association "SOS Éducation" et son mouvement de parents d'élèves dits "Parents vigilants", tous deux ouvertement d'obédience zémourienne. Ils tentent, à coup de harcèlements des personnels de l'éducation, d'empêcher qu'on parle de "la théorie du genre [l'égalité hommes/femmes], la propagande LGBT [autrement dit, l'éducation sexuelle], l'enseignement de la détestation de la France dans les programmes d'histoire [l'histoire de la colonisation], l'offensive islamique à l'école", etc. Sur ces sujets, comme sur celui de l'immigration, nous avons eu le plaisir de recevoir, le 28 novembre **Sophie Djigo**, chercheuse et enseignante, roubaisienne, menacée de mort pour ses travaux dé-coloniaux, et d'échanger de façon riche avec elle. La LDH a rejoint la Coordination Antifasciste pour l’Affirmation des Libertés Académiques et Pédagogiques.

- Les provocations d'un groupuscule prétendument féministe et ouvertement raciste (**Nemesis**), conduite par les ex des mouvements dissous "Génération Identitaire" et "Civitas", à coup de banderoles islamophobes aux balcons de deux hôtels lillois.

- Les propagandes du syndicat d'extrême-droite **UNI** et du groupuscule zémourien **La Cocarde** dans les universités.

**Tout en poursuivant vigilances et solidarités avec les victimes des menaces de l'extrême-droite, l'activité de la section LDH se projette dans les prochains mois :**

+ Le **6 février** prochain marquera les 90 ans de la manifestation au cours de laquelle les ligues fascistes ont tenté de renverser la République. La LDH œuvre à mettre sur pieds une initiative visant à rappeler cet anniversaire et à lui donner son sens dans la France d'aujourd'hui. Cet événement fut le signal d'un mouvement de défense des libertés et d'unité de la gauche qui a conduit au Front Populaire. Son analyse visera donc aussi à rassembler largement les forces, syndicales, politiques et associatives luttant contre la montée de l'extrême-droite.

+ En juin auront lieu les **élections européennes**. L'extrême-droite entend y faire grossir son groupe d'autoritaristes illibéraux : *Identité et Démocratie* (!). La section agira à son niveau pour faire barrage à cette montée de l'intolérance liberticide. Le GT prépare un argumentaire, à fin de diffusion publique, mettant en évidence à quel point ces élus émettent de façon récurrente des votes défendant les intérêts de plus riches, en complète contradiction avec ce qu'ils prétendent dans leurs proclamations populistes.

D'autres impératifs surgiront assurément. Il est urgent de cesser de considérer l'extrême-droite comme un folklore passiste où une frange

minoritaire dont nous serions à l'abri. Elle est arrivée récemment en tête en Hollande, avec la perspective de rejoindre, aux responsabilités, l'Italie et la Hongrie. Elle sévit dans plusieurs États des États-Unis, et d'autres pays encore. Partout où elle est arrivée, les droits sont attaqués : ceux des oppositions, ceux de la société civile, ceux de l'information, mais sont d'abord ciblés les droits des femmes et des étrangers, des migrants, des minorités (sexuelles ou autres). On voit aussi dans quel engrenage tragique l'extrême-droite, à présent au pouvoir en Israël, a mené son propre peuple et toute la région.

**On ne sera jamais trop dans ce combat ! N'hésitez pas à nous rejoindre.**

**MD, pour le GT "lutte contre l'extrême droite"**

### LA SECTION EN SOUTIEN AUX GREVISTES D'EMMAÛS SAINT-ANDRÉ

Le 20 décembre dernier, les travailleurs des communautés Emmaüs de Saint-André et Nieppe, qui atteignent leurs six mois de grève pour obtenir des conditions de travail et de vie décentes et les régularisations qui leurs ont été promises depuis des années, sont montés à Montreuil pour tenter de faire bouger les responsables nationaux d'Emmaüs. La réponse n'a pas été à la hauteur et on craint même incessamment une expulsion par la force des locaux.

La lutte continue et la LDH continue à leur apporter tout son soutien. Le 2 janvier, pendant que le Préfet se remettait de son réveillon, les travailleurs de la communauté d'Emmaüs de Saint André, en étaient à leur 186ème jour de grève pour obtenir des conditions de travail et de vies décentes et les régularisations qui leur ont été promises. Dès six heures, autour de braseros improvisés, une quarantaine de militants de la CGT, du CSP et de la LDH (notamment de l'observatoire OL3P) étaient présents, à leurs côtés, sur le piquet de grève, face aux menaces d'évacuation par la force dite « publique ».

La LDH suit le dossier depuis le début. Elle demande, une nouvelle fois, aux responsables locaux d'Emmaüs, et, surtout, au Préfet de Lille, seul responsable du blocage des régularisations, de revenir à la raison et d'accéder à leurs demandes légitimes, notamment l'attribution de titres de séjour.



PHOTO DE LOUISE BIHAN

# XAVIER BERTRAND GAGNE SON BRAS DE FER AVEC LE LYCEE AVERROES GRACE AU PREFET LECLERC

**Alertés par le préfet du Nord annonçant dans la Voix du Nord son intention d'annuler le contrat d'association entre le lycée Averroès et l'Etat, la LDH de Lille a été sollicitée par les salariés du lycée. Nous avons rencontré dans nos locaux une délégation composée d'enseignants et de personnels administratifs.**

La lecture attentive de documents concernant le lycée, notamment le rapport de la Chambre régionale des comptes et le rapport de l'inspection générale ainsi que les erreurs et omissions pointées par Mediapart dans le rapport rédigé par le préfet nous ont conduit à nous interroger sur le bien-fondé de cette décision d'annulation, relevant plus de l'aboutissement du bras de fer entamé par Xavier Bertrand il y a plus de 4 ans que d'une décision impartiale. Dans sa déclaration communiquée aux salariés du lycée, la LDH insiste sur le fait que si « elle défend prioritairement l'enseignement public », elle est également « attachée à ce qu'il n'y ait aucune discrimination entre les religions, surtout dans le climat actuel d'islamophobie ». Concernant la résiliation du contrat d'association avec le lycée Averroès, la LDH Lille indique que « cette décision doit être justifiée par la preuve de manquements pédagogiques ou d'irrégularités. Les rapports de la Chambre régionale des comptes, ceux de l'Inspection générale de l'Education Nationale ne nous semblent pas permettre à ce stade d'étayer une telle décision ».

Le 7 décembre, le Préfet a officialisé la rupture du contrat d'association après avoir mis en place une « commission consultative de concertation » favorable à cette décision. Les avocats de l'établissement, dont William Bourdon, ont exprimé leur intention d'utiliser tous les recours possibles pour invalider cette décision. Nous sommes partie prenante de ce combat. Via son service juridique et à la demande de la section lilloise, la LDH se pourvoit aux côtés des autres plaignants et introduit un recours pour discrimination.

CD

## ELOGE AU PREFET

**« Vous savez dans notre pays, il y a beaucoup d'établissements confessionnels, certains sont sous contrat avec l'Etat et donc touchent des subventions publiques à ce titre. Beaucoup sont catholiques, beaucoup sont musulmans. Et parmi ces établissements certains sont intégristes (...) Ça fait 20 ans qu'on attend par exemple que le lycée Averroès, qui a été reconnu dans de nombreux rapports comme un lycée intégriste, (...) va peut-être arrêter de toucher 500 000 € par an de la République française laïque (...). C'est la décision d'un courageux préfet du Nord (...). Bravo à ce préfet et courage à lui et j'ai envie de vous dire que c'est grâce à des préfets comme lui qu'on tient bon. (...) Si on avait plus de préfets comme Monsieur Leclerc, je peux vous assurer que cette bosse on la passerait (sic) ... » (Caroline Fourest sur LCI le 12/12/23)**

Que dire après une telle déclaration ? On est confondus devant tant d'erreurs, d'approximations et de mauvaise foi. Tout d'abord, il n'y a pas de nombreux lycées musulmans sous contrat, le lycée Averroès est le seul dans toute la France. Ensuite, le lycée Averroès bénéficie du Conseil Régional au titre du forfait d'externat d'un montant annuel proche de 275 000 € et non 500 000 € comme l'annonce à tort Caroline Fourest.

Enfin, en matière d'intégrisme, il est difficile de nier une réelle ouverture du lycée sur la société (grande diversité des intervenants lors des conférences, visionnage du film « Simone, le voyage du siècle » sur la vie de Simone Veil, intervention d'une rescapée de la Shoah etc.) aux antipodes des objections formulées par Caroline Fourest, le Figaro et la presse Bolloré. De nombreux établissements catholiques sous contrat, qui n'ont pas maille à partir avec Monsieur le préfet, seraient même bien inspirer... de s'en inspirer !

Last but not least, tous ceux et celles qui soutiennent et accompagnent les personnes exilées à Calais comme dans toute la région, qui défendent les droits des étrangers face à l'arbitraire de la préfecture, les droits des Roms évacués sans solution de logement, les droits démocratiques face aux violences policières, tous ceux pour qui les droits humains gardent de l'importance apprécieront cette déclaration d'amour envers le préfet Leclerc.

CD

## COMMUNIQUE DE LA LDH LILLE SUR LE LYCEE AVERROES

La section de Lille de la LDH a été alertée par une délégation d'enseignants du lycée Averroès que le préfet des Hauts-de-France envisageait de résilier le contrat d'association qui lie le lycée avec l'Etat.

Cette décision du Préfet, si elle était confirmée, s'inscrirait dans le prolongement du bras de fer existant depuis années entre le Conseil Régional présidé par Xavier Bertrand et le lycée. Par quatre fois, et encore tout dernièrement, le tribunal administratif a dû intervenir pour exiger du Conseil Régional le paiement de la part acquittée par la Région au titre du forfait d'externat.

Les positions de la LDH concernant l'enseignement privé sous contrat sont connues de tous et toutes. Elles ont été rappelées lors d'une tribune collective signée par la LDH en juin 2023 indiquant que « l'enseignement privé sous contrat bénéficie de privilèges au détriment de l'enseignement public ». Nous défendons prioritairement l'enseignement public comme l'instrument indispensable de mise en œuvre de la citoyenneté, comme un véritable outil d'égalité, et regrettons d'abord qu'il ne fasse pas l'objet d'un soutien réel et à la hauteur des besoins et enjeux.

Attachée à ce qu'il n'y ait aucune discrimination entre les religions, surtout dans le climat actuel d'islamophobie, nous souhaitons que les mêmes examens rigoureux soient effectués concernant les établissements catholiques. La section de Lille de la LDH demande donc au préfet et au Président du Conseil Régional d'appliquer de manière juste et impartiale les mêmes règles à tous les établissements privés sous contrat. Concernant la résiliation du contrat d'association du lycée Averroès, cette décision doit être justifiée par la preuve de manquements pédagogiques ou d'irrégularités. Les rapports de la Chambre régionale des comptes, ceux de l'Inspection générale de l'Éducation nationale ne nous semblent pas permettre à ce stade d'étayer une telle décision ; même si, au-delà des témoignages des équipes pédagogiques, nous ne disposons pas de tous les éléments qui nous permettraient de dégager une connaissance exhaustive du dossier.

La LDH de Lille maintient sa vigilance envers toute entorse aux valeurs de laïcité, qui requièrent que la puissance publique ne reconnaisse aucun religion, mais les respecte toutes de la même façon, sans en privilégier, ni en stigmatiser aucune.



## LES 40 ANS DE LA MARCHÉ A SUIVRE...

L'année 1983 est marquée par des faits divers racistes tragiques dont cinq Maghrébins tués pour motifs racistes selon le Ministère de l'Intérieur, 21 selon les organisations de lutte contre le racisme

Le père Christian Delorme et le pasteur Jean Costil, de la Cimade, proposent alors aux jeunes des Minguettes une longue marche, qui s'inspirerait des moyens d'action de Martin Luther King et Gandhi. Deux revendications principales émergent : une carte de séjour de dix ans et le droit de vote pour les étrangers. Des mots d'ordre concernant directement les immigrés



### LA MONTEE EN PUISSANCE DU MOUVEMENT

La marche part le 15 octobre 1983, dans une relative indifférence, du quartier de la Cayolle à Marseille mais au fur et à mesure de son déroulement, elle mobilise de plus en plus et rassemble des foules de plus en plus nombreuses. Elle sera reçue à Paris par le Président de la République, François Mitterrand.



### LA PART DE LA LDH A LILLE

Le passage à Lille du 25 au 27 novembre 1983 a été un grand moment de la vie militante de Lille et une étape déterminante du succès de l'arrivée à Paris des 40 marcheurs entourés du soutien de plus de 100 000 manifestants.



L'accueil fut organisé en rassemblant de nombreuses associations, syndicats et partis de Gauche autour de la LDH, du MRAP et de la Coordination Immigrée née l'année précédente et qui rassemblait des jeunes immigrés actifs dans les centres sociaux lillois. Cette coordination immigrée portait en germe ce qui sera quelques années plus tard le Comité de sans-papiers. Elle joua un rôle déterminant dans la préparation de l'accueil.

Cet accueil fut à la hauteur des ambitions de la Marche et du militantisme lillois avec une manifestation dans le centre-ville qui rassembla 1 500 personnes et des rencontres dans les quartiers de Wazemmes, des Bois Blancs et des Biscottes, une réception solennelle en mairie de Lille et un gala de soutien à la salle de la Marbrerie de Fives. Par ses contacts avec la mairie de Lille de Pierre Mauroy, la Préfecture, le département et la région, la Ligue assura l'essentiel de l'intendance des marcheurs : détermination des parcours, réservation des salles, repas et hébergements, mise à disposition d'un autobus par la mairie.

Cette marche fut à Lille un grand moment de fraternité et aussi de revendication pour l'Égalité des droits contre l'impunité raciste, la passivité et souvent l'agressivité de la police conditionnée par 23 ans de gouvernement de droite. Du général De Gaulle, de Pompidou et de Giscard et des mesures anti-immigrés de leurs ministres de l'intérieur, Roger Frey, Bonnet et Poniatowski.

Elle fut la démonstration que vivre ensemble était possible, que vivre ensemble était nécessaire.

### UN BILAN

Cette marche contribua à donner une image autre du jeune étranger. Des années durant et jusqu'à aujourd'hui, elle fut une référence concrète et vivante à l'égalité des droits revendiquée par les étrangers eux-mêmes.

Avec des succès mitigés, faute d'avoir su mettre en place une véritable structuration du mouvement. Par la faute aussi sans doute, du développement, 2 années plus tard de SOS Racisme, de sa petite main « touche pas à mon pote ». Il se transformera plus tard en officine du Parti socialiste et perdra son élan initial.

### LE COMBAT DES MARCHEURS CONTINUE

40 ans plus tard, ce message d'espoir de 40 jeunes joyeux et actifs entourés de milliers de soutiens reste totalement d'actualité.

40 ans plus tard, il nous faut retrouver – Ensemble – toute la force de ce message dans un monde plus discriminant que jamais.

GM



*Retour sur les comités fédéraux et régionaux du 18 novembre à Lille*

## COUP DOUBLE !

Une fois n'est pas coutume, les comités fédéraux et régionaux se sont tenus dans la même journée à Lille, le matin pour la fédération du Nord, l'après-midi pour le comité régional des Hauts de France, tandis qu'un temps convivial a eu lieu le midi autour d'un repas. Ce mode d'organisation a paru pratique à tout un chacun et sera renouvelé lors des AG fédérales et régionales, qui se tiendront à Cambrai le 27 janvier 2024.

Le matin, 16 délégués étaient présents, issus de 4 des sections du département, Lille (9 présents), Cambrai (3), Roubaix-Tourcoing-Val-de-Lys (2), Dunkerque (1), les camarades de la section nouvellement reconstituée à Somain nous ayant rejoint dans l'après-midi. Le tour de table matinal a été complété par le délégué régional, Amine Abdelmadjid, a assisté aux deux réunions.

Les discussions ont permis de retracer l'actualité des sections depuis la dernière réunion du 23 juin à Dunkerque. Pour la section de Cambrai, qui compte à présent 25 adhérents, l'activité s'est centrée sur l'organisation de ciné-débats à Caudry, qui rencontrent un appréciable succès. Pour nos camarades dunkerquois, une part conséquente du travail militant est dédiée à l'accompagnement de personnes en situation d'exil. Pour Roubaix, le dispositif « concours de plaidoirie » continue de se développer. On ne revient pas sur les activités de la section de Lille, que vous pouvez retrouver dans les numéros précédents de notre lettre. Emmanuelle Jourdan-Chartier a néanmoins insisté sur le fait que depuis la Fête du Bruit du 6 juin dernier, la LDH Lille est de plus en plus sollicitée par les partenaires politiques, syndicaux et associatifs pour participer à des événements communs, voire pour coordonner leur organisation (manifestation contre les violences policières en juillet et en septembre et. contre la loi Asile et immigration de juillet à décembre; invitation de la section à des tables-ronde par des organisations de jeunesse (JC, Jeunes Socialistes, Jeunes Ecolos, ...).

**Parmi les perspectives d'action commune envisagées en 2024, chacun a convenu qu'il serait utile et nécessaire d'organiser un temps de formation sur les questions du droit des étrangers et de la demande d'asile, notamment suite à l'adoption en décembre de la loi « Asile et immigration » que nous avons combattue pendant toute l'année 2023 et que nous continuerons à combattre.**

La question de la communication au niveau local et fédéral a été évoquée. Un compte fédéral est désormais lancé sur Twitter, ainsi que le compte de la section de Cambrai. La section de Dunkerque est intéressée également, ainsi que la section de Somain, dont nous avons par ailleurs accueilli le président lors de la réunion de section où nous avons écouté et échangé avec Sophie Djigo.

La tenue du comité régional à l'issue du repas, que notre camarade Jacques avait comme toujours impeccablement organisé, merci à lui !, a donné l'occasion d'un retour d'expérience avec les autres sections de la région. Nos camarades de la Somme, de l'Aisne, de l'Oise et du Pas-de-Calais ont évoqué les différents temps-forts dans la vie de leur section, très rythmés par les concours de plaidoirie et les interventions en milieu scolaire.

Toutes celles et tous ceux qui le souhaitent dans la section sont les bienvenues à l'occasion de l'AG fédérale du 27 janvier, où nous nous retrouverons dans le chaleureux (et spacieux !) local de la section de Cambrai, que nos camarades partagent avec la Ligue de l'Enseignement. L'endroit, de façon inattendue, est équipé d'un billard : de quoi se livrer à une partie ou deux pendant la pause de midi, entre les deux réunions, non ?

☐ 9 JANVIER

Réunion de section

☐ 17 JANVIER

La section participera à un ciné-débat autour du documentaire « Le balai Libéré ».

RDV au Cinéma Le Kino à Villeneuve D'Ascq !

☐ 25 JANVIER

Réunion de section

☐ 27 JANVIER

Assemblée générale fédérale

AG  
E  
N  
D  
A

NOUS CONTACTER :

[lille@ldh-france.org](mailto:lille@ldh-france.org)

SUIVEZ NOS ACTUALITES SUR NOTRE SITE WEB  
ET NOS RESEAUX SOCIAUX

<https://site.ldh-france.org/lille/>

Twitter : @ldh\_lille

Facebook et Instagram :  
@liguedesdroitsdelhommelille

PV

